

20260918 InfoMigrants

<https://www.infomigrants.net/fr/post/73754/ceuta--enquete-ouverte-contre-des-militaires-espagnols-accuses-de-violences-sur-des-migrants>

Actualités



Des migrants attendent une distribution de nourriture de la Croix-Rouge, sur la plage de Trampolin, le 11 septembre 2026. Crédit : Reuters

Ceuta : enquête ouverte contre des militaires espagnols accusés de violences sur des migrants

Par [Leslie Carretero](#)

Le gouvernement a ouvert une enquête après des accusations de violences sur des migrants marocains perpétrées par des militaires dans l'enclave espagnole de Ceuta. Les victimes évoquent des coups de matraques, des brûlures, des vols de téléphones et d'argent, et racontent également avoir été forcés par des soldats à se raser la tête.

Des visages ensanglantés, des ecchymoses sur le corps, des lèvres et des yeux enflés, des marques de brûlures, des téléphones volés... Ces dernières semaines, de nombreux migrants marocains, dont des mineurs, dénoncent des violences perpétrées par des militaires espagnols patrouillant à Ceuta.

Le gouvernement espagnol a annoncé ouvrir une enquête interne pour faire la lumière sur ces accusations, a indiqué jeudi 17 septembre le site internet [elDiario](#). "Les forces et les organes de sécurité de l'État travaillent à Ceuta pour préserver la cohabitation. Il ne fait aucun doute que toute agression qui pourrait avoir été commise fera l'objet d'une enquête", a affirmé au média espagnol une source gouvernementale, précisant qu'elle condamnait "tout type de violence".

A lire aussi

[Espagne : arrestations de deux personnes soupçonnées d'exploitation de migrants à Ceuta](#)

La veille, la porte-parole de la coalition de gauche Sumar, Verónica Martínez, a interpellé au Congrès la ministre de la Défense, Margarita Robles, et exigé une enquête. "Si ce n'est pas le cas, le ministère sera complice de violations des droits de l'Homme", a lancé Verónica Martínez. "Nous sommes très préoccupés et indignés" par les allégations de violences, a-t-elle ajouté.

Le parti de gauche Podemos a de son côté dénoncé des actes "d'une gravité extrême" et réclamé "la suspension de tous les militaires exerçant de la violence envers les migrants à Ceuta" jusqu'à ce que les choses soient "clarifiées". "Si leur participation aux événements est confirmée, ils devraient être expulsés immédiatement" de l'armée, a estimé le mouvement.

"Ils se moquaient de nous pendant qu'ils nous battaient"

ElDiario a recueilli [une vingtaine de témoignages de migrants](#), tandis que les associations ont répertorié une centaine de victimes. "Ma tête me fait mal. Ca nous a beaucoup fait peur. On était piégés et ils [les militaires, ndlr] se moquaient de nous pendant qu'ils nous battaient", a expliqué au média en ligne un mineur de 17 ans, les lèvres enflées et couvertes de sang. "Certains [soldats, ndlr] ont cassé nos téléphones, d'autres ont pris notre argent", continue le jeune homme qui dit avoir été volé de 180 euros.

"Pourquoi nous font-ils ça ? Est-ce légal en Espagne ?", s'interroge un autre migrant, blessé au cou et aux mains.

Un Marocain raconte aussi que cinq militaires sont entrés dans son abri de fortune et l'ont frappé au visage. La violence des coups ont cassé une de ses dents et son visage a été amoché. ElDiario s'est procuré le rapport de l'hôpital qui l'a pris en charge après son agression : "Patient venant après avoir été agressé par l'armée avec une matraque sur le visage (région faciale gauche), ainsi que sur la jambe droite et le coude droit", est-il écrit.

Des migrants forcés à se raser la tête

Plusieurs migrants rapportent également avoir été forcés de monter dans un véhicule militaire et emmenés dans la forêt, près du CETI (le centre d'accueil de l'enclave). "Là, ils m'ont frappé partout avec leur matraque", confie un exilé au média espagnol. Un témoignage corroboré par un autre Marocain qui dit avoir été violenté au même endroit après avoir, lui aussi, été introduit de force dans un fourgon. Le dos de cet homme est recouvert de bleus, "qui coïncident avec les traces de matraques sur la peau", signale elDiario, et porte des traces de brûlures de cigarette sur les bras.

D'autres personnes évoquent des pratiques humiliantes et dégradantes qui consistent notamment à se couper les cheveux, de force. "L'armée est venue et m'a dit de me raser sinon je serais renvoyé au Maroc", raconte, au bord des larmes, un jeune Marocain. "Pourquoi font-ils ça ? Y a-t-il une raison, ou est-ce qu'ils s'amuse simplement ?", s'interroge-t-il.



Un campement de migrants sur la plage de Benitez, à Ceuta, le 13 septembre 2026. Crédit : Reuters

Deux autres migrants ont aussi affirmé avoir été rasés de force sous la menace d'expulsion. "C'était ça ou 'dehors'", ont-ils résumé. Les journalistes affirment avoir vu ces jeunes avec les cheveux longs avant l'arrivée de soldats, puis la tête rasée après leur départ.

"Ils m'ont frappé avec leur matraque. Ils portaient des ciseaux et m'ont coupé les cheveux en morceaux. Je me sentais très mal", assure un autre jeune de 20 ans.

A lire aussi

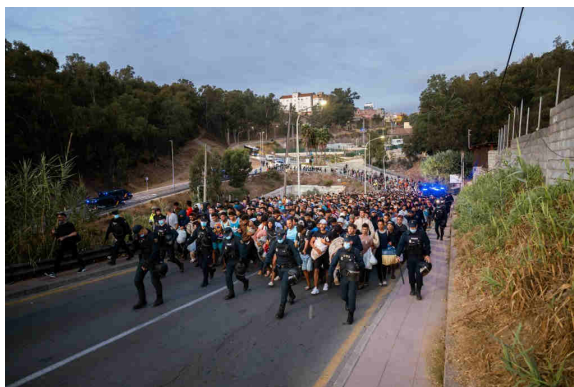
[Ceuta : l'UE débloque une aide de 115 millions d'euros pour gérer l'afflux migratoire dans l'enclave espagnole](#)

Dans un communiqué publié jeudi, [90 organisations et partis politiques décrivent un mode opératoire régulier et planifié](#), sur la base de "dizaines de témoignages directs de victimes". "La nuit en général, les patrouilles arrivent en voiture entre cris et insultes constantes", souligne le texte. "La violence la plus intense se produit la nuit (entre 2 h et 4h30) quand les gens dorment". Les migrants sont alors réveillés "par des coups de matraques, ils sont frappés par des bottes de combat ; les victimes reçoivent l'ordre de se lever et de partir immédiatement, ceux qui n'obéissent pas sont battus ; et leurs affaires sont détruites ou endommagées (matelas, cartons, bagages)", selon les signataires.

Accélérer les renvois

Après l'afflux des 30 et 31 juillet, où environ 72 000 migrants sont entrés à Ceuta, beaucoup sont retournés au Maroc. Mais des milliers d'autres - 5 000 selon le gouvernement, 13 000 selon les autorités locales - sont toujours présents dans l'enclave espagnole, où la situation s'est dégradée donnant lieu à des épisodes de violence et à des manifestations quasi quotidiennes de la population locale, qui réclame un retour à la normale.

Des milliers d'exilés vivent toujours dans les rues de Ceuta et sur les plages, où d'immenses campements ont été érigés. Depuis le début de la crise dans l'enclave, 6 000 places d'accueil ont été créées. Madrid a jugé "essentiel" la création de ces structures pour identifier les migrants et que "tous ceux qui n'ont pas droit à une protection internationale soient renvoyés au Maroc".



Des migrants transférés dans un centre d'hébergement à Ceuta, le 13 septembre 2026. Crédit : EPA

Le gouvernement central cherche en effet à accélérer le retour des migrants mais la loi impose d'identifier chaque personne pour déterminer si elle a droit à l'asile ou si elle peut être renvoyée.

Jeudi, le Parlement européen a approuvé une résolution de la droite, avec le soutien de l'extrême droite, appelant l'Espagne et le Maroc à accélérer l'expulsion des étrangers entrés à Ceuta en juillet et n'ayant pas le droit de rester en Europe.

La résolution votée, qui n'a pas de portée contraignante, "invite instamment l'Espagne et le Maroc à accélérer leur coopération en matière de retour et de réadmission de tous les migrants en situation irrégulière" arrivés fin juillet dans la ville espagnole frontalière du Maroc.

Le texte, qui critique les "régularisations de masse" de migrants en situation irrégulière comme celle pratiquée en début d'année par le gouvernement espagnol, professe que "les franchissements massifs incontrôlés des frontières et l'instrumentalisation de la migration ne doivent jamais donner l'impression que l'entrée illégale dans l'Union européenne peut se transformer en séjour régulier".